

## CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DÉCEMBRE 2017 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 20 décembre 2017

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD  
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

### ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

\*\*\*\*\*

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : Monsieur Martino AMODEO.

Monsieur Martino AMODEO procède à l'appel.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du conseil municipal du 6 novembre 2017.

Document sur table : « Résolution générale du 100ème congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France, le 23 novembre 2017 ».

Par un courrier en date du 13 décembre 2017, Jean ESMONIN et Sandrine RICHARD ont posé les questions orales suivantes :

1/ Dans son discours prononcé à Tourcoing le 14 novembre 2017, le Président de la République a appelé à une « mobilisation nationale pour les villes et les quartiers » en promettant un « plan de bataille clair » et en assurant que « personne » ne perdra « le moindre crédit » en 2018.

En ce qui concerne Chenôve et plus particulièrement le quartier prioritaire du Mail reconnu d'intérêt national qui a déjà bénéficié du PNRU 1, la question de la

poursuite de la 2<sup>e</sup> phase de la rénovation urbaine se pose compte-tenu du contexte financier contraint pour l'Etat, les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux. Pourriez-vous nous préciser, M. le Maire, d'une part l'état des négociations engagées avec l'ANRU et les co-financeurs et d'autre part la nature des opérations envisagées dans le cadre du NPNRU ?

2/ Nous avons appris par des usagers des jardins familiaux situés dans le bourg que ces derniers seraient amenés à disparaître prochainement. Pourriez-vous nous préciser les raisons qui motivent cette décision et nous dire s'il sera proposé aux usagers des jardins familiaux un nouvel espace leur permettant de poursuivre leurs activités ?

Par un courrier en date du 15 décembre 2017, le groupe « Chenôve entre vos mains » a posé la question orale suivante :

La ville de Chenôve se sépare d'un certain nombre d'immeubles qui ne lui sont plus ou pas utiles depuis quelque temps, politique à laquelle notre groupe « Chenôve entre vos mains » a toujours souscrit. Toutefois, il semble nécessaire que vous rappeliez la procédure de cession de biens immobiliers appartenant à la mairie.

Monsieur le Maire répondra à ces questions orales en fin de séance.

Nous allons pouvoir dérouler l'ordre du jour en commençant par la désignation de Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE pour le remplacement d'une élue au sein des commissions municipales

\*\*\*\*\*

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 1 - DÉSIGNATION POUR LE REMPLACEMENT D'UNE ÉLUE AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES - POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les commissions municipales peuvent être décidées à main levée,

Considérant que pour la désignation prévue par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant la démission adressée par Madame Anissa LAKRI à Monsieur le Maire le 7 décembre 2017, ayant pour effet immédiat de conférer la qualité de conseillère municipale à Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE, en tant qu'élue suivante de la liste « Chenôve entre vos mains »,

Considérant que Madame Anissa LAKRI siégeait au sein de la commission municipale Culture, Éducation, Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il est loisible au Conseil Municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, du remplacement de conseillers municipaux au sein de ses commissions municipales,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 59 du 28 septembre 2015 portant création des trois commissions municipales et ses délibérations subséquentes,

Vu le courrier de Madame Anissa LAKRI en date du 4 décembre 2017 portant démission de son mandat de conseillère municipale, réceptionné par Monsieur le Maire le 7 décembre 2017,

Vu le tableau du Conseil Municipal ci-annexé,

Vu le tableau des commissions municipales ci-annexé,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1er : De procéder à une désignation à main levée pour le remplacement de Madame Anissa LAKRI au sein de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports,**

**ARTICLE 2 : De désigner Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE au sein de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports, en remplacement de Madame Anissa LAKRI,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



**FINANCES****2 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018**

En application de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Vu l'annexe jointe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2018.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

### 3 - BUDGET 2017 - DECISION MODIFICATIVE N°2

Cette dernière décision modificative apporte les ultimes ajustements au budget 2017. Les uns découlent de l'évolution des dossiers tels que les transferts à la Métropole, le portage par l'EPFL (Etablissement Public Foncier Local des Collectivités de Côte D'Or), tandis que les autres permettront en particulier, la mise en conformité d'équipements pour les services.

**En investissement**, la clôture de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage conclue avec la communauté urbaine se traduit par l'annulation, en dépenses et en recettes, du solde des travaux (21 741 € sur une enveloppe initiale de 1 059 000 €).

De même, la fin des travaux des vestiaires du stade Léo Lagrange emporte l'annulation, en dépenses et en recettes, des crédits d'avance.

Pour l'équipement des services, une enveloppe de 14 393 € est transférée de la section de fonctionnement pour l'acquisition :

- de micros et de chaises pour la salle des fêtes,
- d'un réfrigérateur pour la maison de la vie associative,
- de deux VTT électriques, en remplacement des scooters qui seront cédés, de caméras piéton et d'une rampe lumineuse pour le véhicule, destinés à la police municipale,
- six tables pour le Cèdre.

Ce transfert est complété par un virement d'un reliquat sur les travaux de 7 512 € au chapitre des acquisitions, pour l'achat d'outillage pour le Centre technique municipal. L'enveloppe pour les projets des conseils participatifs est également transférée, pour partie, du chapitre « travaux » au chapitre « matériel ».

En recettes, l'emprunt est réduit de 388 958 € pour être ramené à 1 000 000 €, conformément aux orientations arrêtées dans le cadre de la préparation du budget 2017. Pour assurer l'équilibre de la section, le virement est abondé de 403 351 €, portant l'autofinancement, y compris les amortissements des immobilisations, à 1 787 462 €.

**En fonctionnement**, outre les transferts de crédits et le virement, trois lignes sont ajustées. Les frais de portage des propriétés acquises par l'EPFL sont abondés de 28 000 € à la suite du report du rachat de deux propriétés par la ville.

Les charges exceptionnelles sont complétées de 5 000 € pour permettre l'annulation de la TLPE (taxe locale sur la publicité extérieure) d'une entreprise en redressement judiciaire.

La participation aux syndicats de rivières est réduite de 14 582 € en raison du transfert de cette charge à la Métropole, conformément au rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) approuvé par le conseil municipal le 6 novembre dernier.

En recettes, en application de ce même rapport, l'attribution de compensation de la Métropole est diminuée de 10 451 €.

Vu l'article L1612-11 du code général des collectivités territoriales,

Vu les budgets primitif, supplémentaire et la décision modificative n°1,

Vu la décision modificative n°2 annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : d'adopter la décision modificative n°2 au budget 2017 jointe en annexe.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



#### 4 - TARIFS 2018 DES SERVICES MUNICIPAUX

Par délibérations n° 122A du 5 décembre 2016, n° 036 du 22 mai 2017 et n° 055 du 3 juillet 2017, le conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte des tarifs adoptés par décisions de Monsieur le Maire sur délégation de pouvoirs du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (annexe 1),
- Les tarifs (droits à caractère non fiscal, montants de location n'excédant pas 12 ans, montants de cession n'excédant pas 4 600 €) adoptés par décisions du maire conformément aux pouvoirs consentis au maire par l'assemblée délibérante, ces décisions devant ensuite faire l'objet d'une information du conseil municipal (annexe 2).

Pour l'année 2018, il est proposé que les tarifs des services de la ville de Chenôve se voient appliquer une augmentation moyenne de l'ordre de 2 %, destinée à prendre en compte partiellement l'inflation enregistrée sur les deux exercices budgétaires 2016 et 2017.

En revanche, les tarifs appliqués aux garderies péri-scolaires, aux accueils de loisirs et les prestations de la bibliothèque restent inchangés par rapport à 2017.

D'autres tarifs qui demeurent très inférieurs à ceux des structures comparables dans l'agglomération, subissent une augmentation plus importante, tout en restant attractifs. C'est notamment le cas de l'entrée adulte plein tarif du centre nautique, certaines mises à disposition de terrains sportifs, ou encore les activités du conservatoire de musique.

En ce qui concerne les tarifs des concessions du cimetière, il est proposé de privilégier les concessions de 15 ans par une augmentation plus importante des concessions de 30 ans, et de supprimer les concessions de 50 ans compte-tenu des difficultés rencontrées pour retrouver les héritiers lors des renouvellements de concession.

Les tarifs relatifs aux locations des salles municipales ont été réexaminés, d'une part pour les harmoniser en fonction des typologies de salles et des usages constatés, et d'autre part pour prendre en considération l'impact de la création de la Maison de la Vie Associative.

Vu les articles L2121-29, L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations n°122A du 5 décembre 2016, n°036 du 22 mai 2017 et n° 055 du 3 juillet 2017,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.



**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter les tarifs de l'annexe n°1 conformément à l'exposé ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : De prendre acte de l'information sur les tarifs de l'annexe n° 2 adoptés par décisions du maire sur délégation de pouvoirs du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
**28 POUR**

## RESSOURCES HUMAINES

### 5 - ADOPTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 relatif au maintien, à titre individuel, de montants indemnitaires,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les arrêtés pris pour application dans les services et corps de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 applicable à la fonction publique de l'Etat relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel afin d'harmoniser et de simplifier la structure indemnitaire, de valoriser les fonctions des agents, de reconnaître la spécificité ou les difficultés de certaines missions et de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

Ce nouveau régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

#### **1- Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)**

**a) Le principe :** L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien de conduite de projets.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,

- Valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent.
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

*Contraintes particulières liées au poste : physiques, horaires décalés, lieux d'affectation.*

**b) Les bénéficiaires :** Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) est attribuée aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel occupant un emploi permanent.

**c) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque catégorie d'emplois reprise ci-après est répartie en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Direction générale des services	1 080 €	21 000 €
<b>Groupe 2</b>	Directeur de service Encadrement stratégique	1 080 €	14 000 €
<b>Groupe 3</b>	Responsable de service Encadrement opérationnel	1 080 €	10 000 €
<b>Groupe 4</b>	Chargé de mission Coordination de projets	1 080 €	9 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	840 €	8 000 €
<b>Groupe 2</b>	Chargé de mission Coordination de projets	840 €	7 000 €
<b>Groupe 3</b>	Chargé de gestion...	840 €	6 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Responsable de service	725 €	5 000 €
<b>Groupe 2</b>	Responsable d'équipe ou coordination de projets	725 €	4 000 €
<b>Groupe 3</b>	Agent à fonctions particulières	725 €	3 500 €
<b>Groupe 4</b>	Agent d'exécution ou d'accueil	725 €	3 000 €

**d) Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :**

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

L'I.F.S.E. pourra également être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- Approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation,
- Approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures,
- Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis.

**e) Les modalités de maintien de l'I.F.S.E. :**

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée et de grave maladie ; l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

**f) Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :** Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**g) Effet :** Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er janvier 2018 pour les cadres d'emplois concernés et seront déclinées sur les autres cadres d'emplois dès lors que les arrêtés ministériels portant équivalence entre les corps de la fonction publique d'État et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale seront publiés.

**2) Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)**

Le complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément bien que facultatif, doit faire l'objet d'une délibération.

**a) Les bénéficiaires :** Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'État, le complément indemnitaire annuel est attribué aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel occupant un emploi permanent.

**b) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation validés par le comité technique en date du 13 novembre 2015 pour la tenue de l'entretien professionnel. Ces montants ne sont pas reproductibles automatiquement d'une année sur l'autre, ils peuvent être compris entre 0 % et 100 % du montant maximal.

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
<b>Groupe 1</b>	Direction générale des services	210 €
<b>Groupe 2</b>	Directeur de service Encadrement stratégique	140 €
<b>Groupe 3</b>	Responsable de service Encadrement opérationnel	100 €
<b>Groupe 4</b>	Chargé de mission Coordination de projets	90 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
<b>Groupe 1</b>	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	240 €
<b>Groupe 2</b>	Chargé de mission Coordination de projets	210 €
<b>Groupe 3</b>	Chargé de gestion...	180 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
<b>Groupe 1</b>	Responsable de service	300 €
<b>Groupe 2</b>	Responsable d'équipe ou coordination de projets	250 €
<b>Groupe 3</b>	Agent à fonctions particulières	200 €
<b>Groupe 4</b>	Agent d'exécution ou d'accueil	180 €

**c) Les modalités de maintien ou de suppression du CIA :** Il sera fait application des mêmes modalités que pour l'IFSE.

**d) Périodicité de versement du CIA :** Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement annuel, en principe au mois de juin, et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.  
Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

### **3) Les règles de cumul**

Les règles du cumul du R.I.F.S.E.E.P. sont exclusives, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec : l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.), l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) et l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.).

Il est en revanche cumulable avec : L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement), les dispositifs d'intéressement collectif, les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime versée aux régisseurs, la prime de responsabilité versée au DGS et l'IFCE.

L'arrêté en date du 27 août 2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté d'attribution individuelle.

Un bilan de mise en œuvre du R.I.F.S.E.E.P sera réalisé annuellement à l'occasion d'un comité technique.

Il est précisé que les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'adopter le nouveau régime indemnitaire conformément aux conditions exposées,

**ARTICLE 2 :** De mandater Monsieur Le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 6 - DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DESIGNES	EN REMPLACEMENT DE
J.FERRY maternelle	C. JACQUOT	A-M. PIGERON
J.FERRY élémentaire	C. DAL MOLIN	C. JACQUOT
GAMBETTA maternelle	A-M. PIGERON	P. AUDARD
GAMBETTA élémentaire	S. FOUAD	P. AUDARD
VIOLETTES maternelle	S. BLANDIN	M-P CROS
VIOLETTES élémentaire	C. CARLIER	M-P CROS
CONSEIL D'ADMINISTRATION Lycée professionnel Antoine	S. FOUAD	C. DAL MOLIN

**ARTICLE 3 :** Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

**ADMINISTRATION GENERALE****7 - DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil municipal :

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

## FINANCES

### 8 - ESPACE CITOYENS - MISE EN PLACE DU PAIEMENT EN LIGNE PAR CARTE BANCAIRE - MODALITÉS

Dans le cadre du déploiement du nouveau portail de services en ligne, dit « Espace Citoyens », et afin de faciliter les démarches des usagers, la ville de Chenôve souhaite instituer un moyen de paiement supplémentaire pour les activités facturées par sa régie unique : prestations péri et extra scolaires, petite enfance, activités sportives, conservatoire...

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il sera proposé à tous les usagers, en plus des modes de règlement traditionnels (numéraire, chèques), le paiement en ligne par carte bancaire.

Le paiement en ligne par carte bancaire s'opérera directement sur l'Espace Citoyens. La collectivité doit alors veiller à assurer une parfaite confidentialité et sécurité des données et informations qui lui sont transmises dans ce cadre.

La mise en place de ce service nécessite l'intervention d'un prestataire bancaire spécialisé dans le domaine du paiement par internet. Pour cela, il a été nécessaire d'intégrer une interface sécurisée sur le Portail, en lien avec le logiciel de facturation Concerto, et de souscrire un contrat de service avec la société PAYBOX SYSTEM.

Les prestations pourront donc être réglées en toute sécurité, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

L'adhésion à ce système d'un versement des recettes à distance par carte bancaire emporte l'acceptation de la prise en charge par la ville des risques de rejet provenant de toute contestation du porteur de la carte sur le montant ou la réalité même de l'opération. Etant précisé que s'agissant de paiements en ligne pour les prestations de la régie unique rappelées ci-dessus, les risques de rejet apparaissent très limités.

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'accepter de prendre en charge les risques de rejet provenant de toute contestation du porteur de la carte bancaire dans le cadre de la mise en place d'un système d'encaissement à distance par carte bancaire conformément aux conditions exposées,

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### VOTES

28 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 9 - PARTICIPATION CITOYENNE - VALIDATION DES PROJETS PROPOSES PAR LES CONSEILS PARTICIPATIFS ET CITOYENS DANS LE CADRE DES BUDGETS PARTICIPATIFS

Il est rappelé au Conseil Municipal que l'installation du conseil citoyen et des conseils participatifs s'est accompagnée de la mise en place de budgets d'investissement. Chaque instance est dotée d'une enveloppe de 5 000 € permettant aux habitants, sur un secteur donné, de proposer des aménagements contribuant à l'amélioration du cadre de vie. Ces crédits ont été inscrits au budget 2017 de la ville.

Le Conseil Consultatif Chenevelier, lors de sa séance du 17 novembre 2017, a émis un avis favorable à la réalisation des projets suivants :

- Conseil Participatif 1 "Vieux Bourg – Fleurs – Giraud" : installation de boîtes à livres et de bacs à légumes sur le principe des "Incroyables Comestibles". Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.475,82 € TTC.
- Conseil Participatif 2 "Grands Crus – Clos du Roy – Chenevary – Parc commercial et artisanal" : installation de mobilier urbain (tables de pique-nique, table ping-pong ...) sur l'espace Parabiaggio à proximité du skate parc. Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.343,14 € TTC.
- Conseil Participatif 3 "Stade – Bazin – Ferry – Ateliers" : aménagement de l'impasse Jules Ferry avec l'installation de mobilier urbain (bacs à fleurs, bancs, boîte à livres ...). Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.084,83 € TTC.

Par ailleurs, il est précisé que la proposition du Conseil Citoyen sera examinée ultérieurement dans le cadre de la programmation 2018.

Vu l'avis du Conseil Consultatif Chenevelier en date du 17 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 5 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De valider les projets présentés par les conseils participatifs au titre de l'année 2017 tels que présentés ci-dessus.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

**10 - SECTEUR KENNEDY - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES "OPÉRATION KENNEDY" CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"**

Il est rappelé que, par délibération du conseil municipal en date du 28 septembre 2009, la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) une mission relative au devenir du secteur Kennedy dans le cadre d'une convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement. Un 1er avenant, signé le 23 décembre 2014, a prolongé le terme de cette convention jusqu'au 24 décembre 2017.

A la demande de la Commune de Chenôve, la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" a engagé dernièrement une étude qui doit permettre de préfigurer le devenir du Centre Commercial Kennedy et de ses abords en prenant en compte la situation commerciale actuelle mais également les perspectives de développement du Sud de Dijon et de Chenôve.

Afin de permettre la poursuite des réflexions engagées quant au devenir du centre commercial et de ses abords, il est proposé de prolonger la durée de la convention de prestations intégrées de trois années supplémentaires par voie d'un deuxième avenant.

Vu le projet d'avenant n° 2 à la convention de prestations intégrées,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 5 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 à la convention de prestations intégrées « Opération Kennedy »,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
**28 POUR**

**ADMINISTRATION GENERALE****11 - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MARCHE PUBLIC D'ASSURANCE GARANTIES STATUTAIRES**

Suite à une procédure d'appel d'offres ouvert menée par le commune de Chenôve, en tant que coordonnateur du groupement de commandes constitué de la commune et du CCAS de Chenôve, le marché public d'assurance « risques statutaires » (risques décès, accident du travail et maladies professionnelles) a été notifié le 23 janvier 2017 pour une durée de trois ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Le titulaire de ce marché dont la signature a été autorisée par délibération du 5 décembre 2016 est le groupement d'entreprises conjoint composé de la société Assurances Pilliot (62921 Aire-Sur-La-Lys Cedex), courtier mandataire, et la société AMTRUST International Underwriters Limited (Irlande), compagnie d'assurances.

Dans le cadre d'une restructuration de la Société AMTRUST, il est proposé une modification du marché consistant d'une part à acter du changement de dénomination sociale de l'assureur tenant du risque garanties statutaires, et d'autre part à autoriser l'assureur à céder la garantie décès à une de ses filiales, AMTRUST Life.

Ni la durée du marché, ni les prestations initiales, ni le prix ne seraient modifiés par ledit avenant (joint à la présente délibération).

Il est précisé que la signature du présent avenant interviendra après la production des pièces, attestations et certificats relatifs aux obligations et compétences d'ordre administratif, financier et technique, généralement requis de tout candidat d'un marché public, conformément aux dispositions en vigueur.

Vu le projet d'avenant joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 susvisé aux conditions exposées, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR



## 12 - AVIS SUR LES OUVERTURES DOMINICALES POUR 2018 DES COMMERCES DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS

Depuis de nombreuses années un accord sur l'harmonisation et la réduction des ouvertures dominicales des commerces de détail de l'agglomération dijonnaise est signé avec les différents partenaires, organisations patronales et syndicales auxquelles sont généralement associés l'Unité Territoriale de Côte d'Or de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) Bourgogne, Dijon Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Or.

C'est au vu de cet avis des organisations des partenaires sociaux et conformément aux articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail, que le maire peut autoriser la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce de détails.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé. Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Au titre de l'année 2017, le maire de Chenôve après avis du Conseil Municipal du 5 décembre 2016 a suivi les signataires de cet accord d'harmonisation en autorisant les commerces de détail du territoire de la commune concernés par ledit accord, à ouvrir leurs établissements et à occuper du personnel salarié, sous réserve des dispositions préfectorales les concernant, ces cinq dimanches : 15 janvier, 2 juillet, 3, 10 et 17 décembre 2017.

Pour l'année 2018, les commerces de détail de l'agglomération dijonnaise puis les partenaires sociaux ont été de nouveau consultés. Ces commerces seraient en conséquence autorisés à ouvrir leurs établissements et à occuper du personnel salarié, sous réserve des dispositions préfectorales les concernant, les cinq dimanches suivants : 14 janvier, 1<sup>er</sup> juillet, 9 septembre, 16 décembre et 23 décembre 2018.

Ces dimanches correspondent aux calendriers des pics de consommation, à savoir les premiers dimanches des soldes d'hiver et d'été, le premier dimanche de la rentrée scolaire et les dimanches de décembre des fêtes de fin d'année.

Quant aux commerces de détail de la branche « concessions de vente automobiles », également consultés ainsi que leurs organisations patronales et syndicales, ils seraient autorisés à ouvrir les cinq dimanches suivants : 21 janvier, 18 mars, 17 juin, 16 septembre et 14 octobre 2018.

Vu les articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail,

Vu l'avis du Conseil de Dijon Métropole du 30 novembre 2017,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.



Il est proposé au Conseil Municipal :

**ARTICLE UNIQUE : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable sur les propositions d'ouvertures :**

- à cinq dimanches pour les commerces de détail hors branche « concessions de vente automobiles », à savoir les dimanches 14 janvier, 1<sup>er</sup> juillet, 9 septembre, 16 décembre et 23 décembre 2018 ;
- et à cinq dimanches pour les commerces de détail de la branche « concessions de vente automobiles », à savoir les dimanches 21 janvier, 18 mars, 17 juin, 16 septembre et 14 octobre 2018

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

### **13 - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MME APOLLINE BONNOT**

Madame Apolline BONNOT a exercé bénévolement des fonctions d'animatrice au centre de loisirs de la ville de Chenôve dans le cadre d'un stage qu'elle avait sollicité au regard de son projet professionnel.

Au cours d'une activité, elle a été photographiée.

Pour promouvoir ses activités estivales de l'année 2016, la commune de Chenôve a créé un « guide de l'été » où la photographie de Madame BONNOT apparaît aux côtés d'une autre animatrice.

Même si l'intéressée ne s'est pas opposée à la prise de photo, il apparaît qu'aucun accord n'a été donné autorisant la diffusion de l'image quelques années après la prise de ce cliché.

Madame BONNOT estime que la publication de cette photographie contrevient à l'article 9 du Code Civil qui reconnaît le droit au respect de la vie privée et son corollaire, le droit à réparation.

La commune de Chenôve estime que, dès lors que la diffusion de la photographie présente l'intéressée dans l'emploi pour lequel elle entendait candidater et son implication dans les activités, elle ne subit aucun préjudice.

C'est en l'état de ce différend que Madame BONNOT accepterait de renoncer à toutes actions et réclamations fondées sur les faits exposés ci-dessus moyennant une indemnisation de 1000 euros.

Dans le respect des intérêts des deux parties, la ville et Madame BONNOT, après concessions réciproques telles que mentionnées ci-dessus, il est proposé que celles-ci règlent, à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil, leur différend, dans le but d'éviter toute procédure contentieuse, longue, coûteuse et aléatoire et s'interdisent donc réciproquement toute action, contentieuse ou non, relative au présent litige.

Vu le projet de protocole transactionnel joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel aux conditions exposées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

**ARTICLE 2 :** D'autoriser plus généralement Monsieur le Maire à signer tout acte utile et à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## DOMAINE ET PATRIMOINE

### **14 - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ SIMON FS PRENEUR DU BAIL COMMERCIAL DE L'ACTIVITÉ DE RESTAURATION SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE ET CESSIION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE - 3 RUE JULES BLAIZET**

Par délibération du 28 juin 2010, le conseil municipal autorisait la signature d'un bail commercial avec la Société Auberge du Clos du Roy, représentée par Monsieur Philippe Poillot.

Il convient de rappeler que la commune avait racheté l'ensemble immobilier situé 2 place Anne Laprêvotte – Rue Jules Blaizet et avait engagé un programme de travaux afin de réhabiliter ce patrimoine détérioré.

Après la réalisation de travaux tant par la ville, bailleur, que par la Société Auberge du Clos du Roy, preneur, l'activité débutait le 1<sup>er</sup> septembre 2010. Par un acte de cession du 26 août 2016, cette société a finalement cédé son fonds de commerce à la Société SIMON FS qui poursuit ainsi l'exploitation de l'activité de restauration traditionnelle.

Toutefois la Société SIMON FS a contesté le bien-fondé de la créance de loyer présentée par la commune de Chenôve.

C'est une somme de 21 851,46 € HT annuelle qui est ainsi réclamée par la commune au titre des loyers impayés du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au 30 août 2017. Cette somme, compte tenu du dernier chiffre d'affaires annuel connu au 1<sup>er</sup> septembre 2016, correspond au loyer plafond de 21 000 € HT augmenté du montant de la révision conformément au bail commercial.

À cette somme il convient d'ajouter les loyers pour la période courant du 1<sup>er</sup> septembre 2017 à ce jour, correspondant au montant annuel de 22 129,97 € HT à proratiser sur la période considérée.

Ainsi, la Société SIMON FS entendant notamment se prévaloir d'un loyer minoré et d'une révision opérée sur un indice de référence initial plus favorable que celui retenu par la commune, a déposé une requête auprès du tribunal administratif, requête qui a été rejetée comme portée devant une juridiction incompétente.

C'est en l'état de ce dossier que la Société a proposé à la commune de renoncer à sa contestation devant les juridictions de l'ordre judiciaire, en contrepartie du rachat des locaux objets du bail commercial (désignés comme le lot 5 - Restaurant) correspondant à une surface de 186 m<sup>2</sup>, ainsi que des locaux directement contigus (désignés comme le lot 6 – Logement) correspondant à une surface de 86 m<sup>2</sup>.

Cette acquisition pourrait être consentie au prix du service des domaines diminué de la marge de négociation (10 %), soit 318 500 €, les frais liés à l'acte, hors frais de géomètre, étant à la charge de l'acquéreur.

La société sollicite par ailleurs une franchise de loyer de 2 600 €.

Pour le reste, le loyer serait payé à la commune conformément aux dispositions du bail commercial, et correspondrait à la période courant du 1<sup>er</sup> septembre 2016 jusqu'à la levée de l'ensemble des conditions suspensives permettant la signature de l'acte authentique de cession.

Dans le respect des intérêts des deux parties, la ville et la Société SIMON FS, et après concessions réciproques telles que mentionnées ci-dessus, il est donc proposé que celles-ci

règlent, à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil, les différends de toute nature dans le but d'éviter toute procédure contentieuse, longue, coûteuse et aléatoire et s'interdisent réciproquement toute action, contentieuse ou non, relative au présent litige.

Il est rappelé que la ville de Chenôve s'engagerait notamment à consentir le prix de cession et la franchise de loyer précisés ci-dessus et renoncerait à l'exercice de tout recours présent ou futur qui pourrait naître du différé des paiements des loyers objets de la transaction.

En contrepartie la Société SIMON FS accepterait de payer son loyer aux conditions exposées et renoncerait à toute demande d'annulation des titres de recettes relatifs au paiement des loyers sur la période courant du 1<sup>er</sup> septembre 2016 jusqu'à la levée de l'ensemble des conditions suspensives. Elle abandonnerait, par ailleurs, irrévocablement toute demande, réclamation, instance, action ou contestation de quelque nature qu'elle soit, qu'elle ait été à ce jour formulée ou non, au titre des difficultés liées au bail commercial en particulier au loyer et à ses modalités de révision.

Vu le projet de protocole transactionnel joint à la présente délibération,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel aux conditions exposées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la cession à la société SIMON FS ou à toute personne qu'elle se substituera conformément aux conditions exposées ci-dessus,

**ARTICLE 3 :** D'autoriser plus généralement Monsieur le Maire à signer tout acte utile et à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

26 POUR

1 ABSTENTION :

Mme RICHARD

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. ESMONIN

## 15 - CESSION D'IMMEUBLES COMPOSANT UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE LAPREVOTE

Par acquisitions successives, la commune de Chenôve s'est finalement rendue propriétaire d'un ensemble immobilier situé 2 place Anne Laprevote composé de cinq lots constituant à l'origine une copropriété :

- Lot n°2 : une cave et un atelier utilisés actuellement comme dépôt
- Lot n°3 : un bâtiment composé d'un rez de chaussée à usage d'atelier, un 1<sup>er</sup> étage et une cave en sous-sol
- Lot n°4 : une cour en indivision
- Lot n°5 : divers locaux sur plusieurs niveaux utilisés pour l'exploitation d'une activité de restauration
- Lot n°6 : un appartement sur plusieurs niveaux non occupé.

Il convient de remarquer que la réunion de tous les lots entre les mains d'un même propriétaire, à savoir la commune de Chenôve, a entraîné de plein droit la disparition de la copropriété.

Compte tenu de l'absence de nouvelles perspectives d'aménagement de ces immeubles dont une partie nécessite des travaux de réfection, il a été décidé de mettre en vente cet ensemble bâti. Actuellement deux acquéreurs potentiels ont manifesté leur intérêt pour les bâtiments anciennement désignés comme les lots 2 et 3.

Le bâtiment correspondant à l'ancien lot n°3 serait redivisé en deux parts distinctes :

- une première part (A sur le plan joint) constituée par une partie du rez-de-chaussée sur environ 57 m<sup>2</sup> et une cave située côté nord de ce rez-de-chaussée
- une seconde part (B sur le plan joint) constituée par une partie du rez-de-chaussée sur environ 73 m<sup>2</sup>, de toute la partie étage sur environ 97 m<sup>2</sup> et une cave située côté Ouest de ce rez-de-chaussée.

Le prix de cession serait fixé à 15 000 € pour la partie A qui serait acquise par Monsieur et Madame Delphin TISSIER et à 45 000 € pour la partie B qui serait acquise par Monsieur et Madame Thibaut TISSIER, les frais liés à l'acte étant à la charge de ces acquéreurs.

Par ailleurs, Monsieur et Madame Thibaut TISSIER se porteraient acquéreurs du lot n°2, d'une surface hors cave d'environ 113 m<sup>2</sup>, pour un montant de 70 000 €, les frais liés à l'acte étant à leur charge.

Préalablement à cette cession, il convient de procéder à une division parcellaire. Les frais de géomètre seraient à la charge de la commune.

Compte tenu de la multiplicité des propriétaires sur un même ensemble immobilier, ledit ensemble se trouvera régi par le statut de la copropriété. En conséquence, la commune prendra à sa charge l'élaboration d'un règlement de copropriété et de tous documents ainsi que les formalités corrélatives.

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'article L2241-1 du code des collectivités territoriales,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser les deux cessions d'une part, à Monsieur et Madame Delphin TISSIER, d'autre part à Monsieur et Madame Thibaut TISSIER conformément aux conditions exposées ci-dessus,

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés correspondants, et en particulier tous documents d'urbanisme telles que les pièces utiles à la division,

**ARTICLE 3 :** Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

26 POUR

1 ABSTENTION :

Mme RICHARD

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. ESMONIN

**CULTURE****16 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CÈDRE, CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES DE CHENÔVE : INFORMATION**

Après quatre saisons d'exploitation, le fonctionnement du Cèdre de Chenôve s'est stabilisé et son activité fortement diversifiée. Cette diversité d'activités nécessite un règlement intérieur rappelant les règles de bonne utilisation de cet établissement.

Ce document définit les conditions d'utilisation du Cèdre, la typologie des manifestations pouvant être organisées, les modalités d'attribution et de location. Le présent règlement intérieur est applicable aux usagers du Cèdre, centre culturel et de rencontres de la commune de Chenôve.

Vu le règlement du Cèdre joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du règlement intérieur du Cèdre qui fera l'objet d'un arrêté de Monsieur le Maire.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.



## 17 - CONCOURS DE NOUVELLES

La bibliothèque municipale souhaite mettre en place un concours de nouvelles, adressé aux publics adolescents et adultes, au cours du premier semestre 2018. En lien avec la résidence de Nathalie NOVI dans le cadre du Contrat Territoire Lecture de la Métropole, le thème retenu est « Gens du voyage ». Un règlement sera établi, précisant les modalités de participation.

Le jury, constitué de Monsieur le Maire, Madame l'adjointe à la Culture, Monsieur le Directeur des Affaires culturelles, de bibliothécaires et de trois usagers de la bibliothèque effectuera une sélection des meilleures créations selon les critères suivants :

- Adéquation avec le thème,
- Qualité littéraire,
- Originalité,
- Inventivité.

Le jury procédera ensuite à l'établissement d'un palmarès, il ne pourra y avoir plus de 3 lauréats. Chaque lauréat recevra un livre, dont la valeur ne pourra pas excéder 40 €.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser l'organisation du concours de nouvelles par la bibliothèque François Mitterrand, et de doter ce concours de récompenses aux auteurs lauréats du concours de nouvelles aux conditions précisées ci-dessus,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

### VOTES

27 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme RICHARD

## FINANCES

### 18 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GESTION D'ÉQUIPEMENTS ET D'ESPACES PUBLICS ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET DIJON MÉTROPOLE

Dijon Métropole exerce sur l'ensemble du territoire des vingt quatre communes membres, la compétence « création, aménagement et entretien de voirie », comprenant notamment l'éclairage public, et ce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Une partie de l'espace public et des équipements présents sur le territoire de la commune de Chenôve se répartit donc entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole.

Ainsi, dans un objectif de gestion efficiente de ces compétences et missions, et conformément à l'article L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Chenôve et Dijon Métropole souhaitent organiser la gestion technique de certains de ces espaces et équipements de manière cohérente et optimisée.

À cet effet, une convention de gestion d'équipements et d'espaces publics serait conclue entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole, pour une durée d'un an à compter de sa notification après transmission au contrôle de légalité, et renouvelable chaque année par tacite reconduction.

S'agissant des modalités financières,

Pour les années 2016 – 2017, Dijon Métropole ayant supporté toutes les dépenses liées à la gestion de l'entretien et de la maintenance de l'éclairage public communal, la commune de Chenôve rembourserait à Dijon Métropole dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

Ainsi, la commune de Chenôve rembourserait à Dijon Métropole la maintenance des 203 points lumineux communaux soit 4 771,00 € HT annuels non actualisés et les dépenses d'énergie selon un prorata fixé à 7 % du total des puissances constatées sur une année, compte tenu des points lumineux communaux.

Pour la durée courant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 novembre 2019 - terme du marché conclu entre Dijon Métropole, la Commune de Chenôve et le groupement d'entreprises CITELUM / BOUYGUES ENERGIE & SERVICES - Dijon Métropole continuerait d'assurer le suivi des missions réalisées par ce groupement d'entreprises et la commune de Chenôve procéderait directement au paiement des prestations réalisées par le groupement, dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019, la commune de Chenôve pourrait adhérer au marché public lancé par la centrale d'achats de Dijon Métropole. Alors, Dijon Métropole continuerait d'assurer le suivi des missions réalisées par le prestataire, titulaire du marché, et la commune de Chenôve procéderait directement au paiement des prestations réalisées par le titulaire, dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention de gestion d'équipements et d'espaces publics entre la commune de Chenôve, membre de Dijon Métropole, et Dijon Métropole annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de gestion d'équipements et d'espaces publics entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole, dans les conditions précisées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie générale,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

**19 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N° 4 DU MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'ÉCLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE SIGNALISATION TRICOLORE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIÈRE DES MONUMENTS ET BÂTIMENTS AVEC FOURNITURE D'ÉNERGIE ET RECONSTRUCTION DES ÉQUIPEMENTS**

La commune de Chenôve a notifié le 19 novembre 2009 le marché n°ST2009005, au groupement d'entreprises CITELUM – BOUYGUES ENERGIE & SERVICES, relatif à l'exécution de prestations de maintenance et d'exploitation des installations d'éclairage public, d'éclairage sportif, d'illuminations festives, de signalisation tricolore lumineuse et de mise en lumière des monuments et bâtiments avec fourniture d'énergie et reconstruction des équipements pour une durée de 10 ans.

Par un avenant n° 1 du 8 juillet 2010 et un avenant n° 2 du 7 juillet 2011, les parties se sont entendues pour notamment modifier le poste Energie, pour ajuster les montants entre les différents postes, et pour préciser les pièces du marché.

À compter du 1er janvier 2015, le Grand Dijon est devenu Communauté Urbaine du Grand Dijon entraînant un transfert de compétences notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire : création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, parcs et aires de stationnement.

Par un avenant n° 3 des 5 août 2015 et 18 septembre 2015, les parties ont arrêté la répartition des prestations du marché entre le Grand Dijon et la commune de Chenôve comme suit :

- La commune de Chenôve conserve les prestations d'illuminations et celles relatives à l'éclairage public situées hors périmètre de transfert de compétences,
- Le Grand Dijon se voit transférer les autres prestations du marché.

Il convient désormais qu'un avenant n° 4 (joint à la présente délibération) prenne acte de la réorganisation des prestations du marché, à savoir :

- la répartition entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole du nombre d'armoires et de points lumineux présents sur le territoire de la commune,
- les modifications du programme de reconstruction générant des économies d'énergie,
- les ajouts au bordereau de prix unitaires s'agissant des postes « Dépannages » et « Reconstruction »,
- les modifications des postes « Entretien et illuminations » et « Dépannages » et corrélativement la diminution de la rémunération totale du titulaire,

L'avenant n° 4 préciserait également :

- les modalités de remboursement de l'avance versée par la commune de Chenôve conformément à la réglementation des marchés publics,
- la modification des indices de révisions.

Cet avenant entrerait en vigueur à compter de sa notification au titulaire.

Vu le projet d'avenant joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 4 au marché public susvisé dans les conditions précisées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## **20 - CRÉATION D'UN NOUVEAU SERVICE PUBLIC ADMINISTRATIF : SERVICE DE LA VIE ASSOCIATIVE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE : INFORMATION**

La Ville de Chenôve est riche d'un tissu associatif dense, diversifié et très actif. Par leur action au quotidien, les associations contribuent au développement social local et à la vie du territoire, qu'elles agissent dans les domaines sportif, culturel, éducatif, social, touristique, patrimonial, de la mémoire ou encore de la santé.

Sensible à la place majeure qu'occupent les associations sur le territoire communal, la Ville de Chenôve a fait de longue date le choix d'une politique de soutien important aux associations.

En créant une structure d'accueil dédiée, la Maison de la Vie Associative, la Ville renouvelle et renforce son engagement en direction du monde associatif et ce malgré un contexte marqué par de fortes contraintes sur les finances publiques locales.

La Maison de la Vie Associative (MVA), située 7 rue de Longvic à Chenôve dans les anciens locaux du conservatoire réaménagés, constitue un équipement destiné à l'accueil de bureaux associatifs privatifs ou partagés, permanents ou temporaires, et à l'accueil d'assemblées générales, de réunions, d'activités ou de manifestations associatives.

La MVA a été conçue comme :

- un lieu destiné à faciliter le fonctionnement quotidien des associations, notamment par la mise à disposition de surfaces et d'équipements,
- un espace de rencontre, de formation, de dialogue, de réflexion et d'innovation au service de la vie associative locale,
- un équipement qui aura vocation à fédérer des énergies autour de projets, de soutenir la création et le développement de structures associatives.

Pour assurer le bon fonctionnement et la bonne gestion de cette nouvelle structure, un service dit de la Vie Associative doté de 3 agents communaux à temps plein s'est installé au 1<sup>er</sup> étage de la MVA.

Ce service d'appui aux associations assure un rôle d'animation, de coordination et de veille sur la vie associative. Il fait aussi office de « guichet unique administratif » auprès des associations et constitue la porte d'entrée des différentes demandes associatives (mise à disposition de locaux, location de salles municipales, de matériels, demande de buvette...).

Un règlement intérieur de la Maison de la Vie associative, a été rédigé, afin de définir les règles de fonctionnement de ce nouvel équipement, ses conditions d'accès, de mise à disposition et d'utilisation des ressources.

Il précise notamment les horaires d'ouverture de l'équipement :

- Pour la MVA – ouverture :  
7 jours sur 7, de 9h à 24h selon les accès autorisés
- Pour le service Vie Associative - ouverture :  
lundi mardi jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 13h45 à 18h  
mercredi de 12h à 18h

Ce règlement sera révisable et amendable, notamment suite à des concertations que la Ville organisera avec les associations domiciliées à la MVA pour faire un bilan et améliorer le vivre ensemble et le travail mutuel. Il est en effet primordial de renforcer la culture du partenariat Ville/associations au service d'objectifs partagés.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2144-3 relatif à l'utilisation des locaux communaux par les associations,

Vu la proposition de règlement intérieur joint en annexe,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la création du service de la Vie Associative, conformément aux dispositions énoncées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : De prendre acte du règlement intérieur de la Maison de la Vie Associative qui fera l'objet d'un arrêté de Monsieur le Maire.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



## CULTURE

### **21 - CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve.

Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de la MJC à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en œuvre un programme d'actions organisé autour des cinq axes suivants :

- Scène culturelle de proximité et activités socioculturelles,
- Espace Public Numérique,
- Développement social territorial,
- Maison du citoyen,
- Accueil et accompagnement des publics jeunes.

D'une durée de 3 ans, la convention en cours arrive à terme le 31 décembre 2017.

Conformément à l'article 11 de la convention d'objectifs, la nouvelle convention devra prendre en compte les conclusions de l'évaluation globale des actions conduites par la MJC dans chacun des cinq champs définis.

Or, il apparaît que l'évaluation des actions de la MJC et la réflexion qui en découle au regard de l'intérêt général local ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'une période supplémentaire d'un an.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant prorogeant la durée de la convention au 31 décembre 2018, étant précisé que le reste des dispositions de la convention reste inchangé.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Education, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention d'objectifs susvisée conformément aux conditions exposées afin de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2018,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

28 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 22 - HABITAT A LOYER MODÉRÉ - VŒU RELATIF AUX MESURES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LA BAISSSE CONCOMITANTE DES AIDES PERSONNALISEES AU LOGEMENT (APL) ET DES LOYERS

Depuis de nombreuses années, la commune de Chenôve participe pleinement à la politique de l'habitat ambitieuse, dynamique et solidaire conduite par Dijon métropole.

Au regard de cet engagement local très soutenu au bénéfice du logement pour tous, les élus de Chenôve expriment leur vive inquiétude quant à la politique gouvernementale du logement annoncée le 20 septembre dernier. Le projet de loi de finances pour 2018, dans son article 52 prévoit, en vue d'une baisse de 1,7 milliards d'euros du budget national consacré aux aides personnelles au logement, une réduction concomitante des loyers des logements des bailleurs sociaux occupés par des ménages bénéficiaires de ces aides.

Cette baisse des loyers, de l'ordre de 60 euros mensuels, est imposée aux seuls bailleurs sociaux alors même que leurs locataires ne bénéficient que de 45 % des aides versées (soit 8 milliards d'euros par an contre 10 milliards versés aux locataires du parc privé). Cette réduction des recettes va implicitement se traduire par une dégradation de l'autofinancement des organismes et contribuer à freiner leurs investissements tant en logements neufs qu'en réhabilitations ainsi qu'en entretien et optimisation énergétique. Une telle mesure impactera de manière significative les situations financières des opérateurs, à plus ou moins long terme selon les organismes.

Les contreparties annoncées par l'État en termes d'amélioration des conditions de financement ne répondent ni en masse, ni en dynamisme, ni en nature à la perte d'exploitation des opérateurs qu'elles sont censées couvrir. Le "choc de l'offre", objectif poursuivi par le Gouvernement, pourrait ainsi se traduire par une chute de l'offre.

Pour les bailleurs sociaux de Dijon métropole, la perte de loyers s'élèverait à plus de 7 millions d'euros par an. Cette perte représente près de 9 % de leurs recettes et un montant équivalent au budget annuel consacré par Dijon Métropole à l'habitat à loyer modéré.

À Chenôve, ce sont plus de 2 700 ménages dont près de 60 % résident dans le quartier prioritaire de la politique de la ville du Mail qui seront directement concernés par ces mesures.

Alors même que la ville s'engage dans la 2ème phase du renouvellement urbain sur le quartier du Mail, un des 200 quartiers d'intérêt national, de telles mesures toucheront inévitablement l'activité des acteurs du bâtiment et l'ensemble du secteur professionnel de la construction et de la rénovation, de la maîtrise d'œuvre aux entreprises, sur des emplois majoritairement locaux.

De ce fait, ces dispositions pourraient avoir pour conséquences de réduire l'ambition de transformation urbaine que la Ville et ses partenaires poursuivent sur Chenôve.

Au vu de ces incidences, le Conseil Municipal de Chenôve demande au Gouvernement de revenir sur les mesures envisagées qui sont économiquement insoutenables pour les bailleurs sociaux, les locataires, les territoires et leurs acteurs socio-économiques.

Il est proposé au Conseil Municipal :

**ARTICLE UNIQUE : D'émettre le vœu que :**

- le gouvernement renonce à remettre en cause les loyers des bailleurs sociaux qui sont au cœur de leur équilibre économique et sur lesquels reposent leurs annuités de remboursement d'emprunts garantis par les collectivités,

- le gouvernement engage une politique des aides à la pierre à la hauteur du « choc de l'offre » qu'il a annoncée et permettre ainsi aux bailleurs sociaux de construire et de rénover des logements répondant aux besoins de nos concitoyens, notamment les plus modestes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

27 POUR

1 ABSTENTION :

Mme MARTIN

La séance est levée à 23h00.



Thierry FALCONNET